



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2022-18  
Séance du 10 mars 2022 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt-deux, le dix mars à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle polyvalente du château des évêques, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

**Présents :** MM Frédéric Aldon, Roger Caizergues, Sylvain Castellon, Didier Huber, Jean-René Oudinet, Michel Perez, François Petit, Joël Salgues, Filipe Serra, Alexis Viala  
Mmes Frédérique Berard, Laurence Enjalbert, Elodie Joannot, Paloma Pervent, Fanny Suau, Brigitte Torrandell

**Absents ayant donné procuration :** M. Théo Briane pouvoir à M. Michel Perez, M. Sylvain Deyrat pouvoir à M. Didier Huber, M. Philippe Lenoir pouvoir à M. François Petit, Mme Romane Palau pouvoir à Mme Frédérique Berard, Mme Irène Vilaplana pouvoir à Mme Paloma Pervent

**Absents excusés :** Mme Souhila Gouard

**Absents :** Nathalie Balsan

**Secrétaire de séance :** M. Joël Salgues

**Nombre de membres en exercice :** 23

**Présents :** 16

**Procurations :** 5

**Absents :** 2

**Votants :** 21

**Date de convocation et affichage**

4 mars 2022

**Objet :** Réforme de la protection sociale complémentaire au sein de la fonction publique : information

L'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique, prise sur le fondement de l'article 40 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, modifie les obligations des employeurs publics en matière de protection sociale complémentaire, en les obligeant à participer au financement d'une partie de la complémentaire « santé » et « prévoyance » souscrite par leurs agents.

La **complémentaire santé** couvre une partie des dépenses de santé non prises en charge par la Sécurité sociale (maladie, dentaire, optique, hospitalisation, etc.).

La **complémentaire prévoyance** couvre une partie de la perte de revenu induite par un **arrêt de travail**.

En conséquence, les employeurs publics territoriaux devront participer obligatoirement :

- au financement d'au moins 50% d'un montant de référence, qui sera fixé ultérieurement par décret, pour le volet santé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 ;
- et au financement à hauteur d'au moins 20% d'un montant de référence, qui sera fixé ultérieurement par décret, pour le volet prévoyance à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Pour ce faire, deux options sont offertes aux collectivités :

- La participation à une convention labellisée souscrite par l'agent : l'employeur public peut choisir d'apporter sa participation à des contrats dits « labellisés » (répondant aux critères de solidarité fixés par la réglementation) souscrits par ses agents. Cela a comme avantage de permettre une souplesse en laissant le libre choix aux agents quant au choix de l'organisme et du niveau de garantie en fonction de leurs besoins, ainsi qu'en permettant la portabilité du contrat en cas de mobilité.

- L'adhésion à une convention de participation : l'agent reçoit une participation financière de l'employeur public uniquement s'il souscrit à un contrat sélectionné par la collectivité. Il peut s'agir d'un contrat conclu avec un organisme de protection sociale complémentaire au terme d'une procédure de mise en concurrence, ou d'une convention de participation conclue par les centres de gestion (CDG).

### **Etat des lieux**

La commune de Lavérune a signé, par l'intermédiaire du CDG34, une convention de participation tant en complémentaire santé qu'en prévoyance, pour ses agents titulaires uniquement. La participation de la commune est fixée à 10 € par contrat chaque mois pour un agent à temps complet (montant proratisé en fonction du temps de travail).

Sur les 41 agents titulaires que compte la commune, 38 sont en activité et peuvent en bénéficier (1 agent en disponibilité, 2 agents en congé parental). Aucune couverture n'est proposée à ce jour aux agents contractuels.

Pour la prévoyance, la cotisation moyenne de base s'établit autour de 31€ mensuels et 31 agents sont couverts soit 75% des titulaires éligibles. Le contrat collectif prend fin au 31/12/2022. Le taux de prise en charge s'établit à 28% pour un coût annuel 3 500 €.

Pour la complémentaire santé, la cotisation varie de 40 à 200 € environ selon le niveau de couverture choisi et le nombre d'ayants-droits assurés. 17 agents sont couverts soit 41% des titulaires éligibles. Le contrat actuel prend fin au 31/12/2024. Le taux de prise en charge s'établit à 8% pour un coût annuel de 1800 €.

### **Nouvelles dispositions financières**

Le taux de prise en charge financière d'une partie de la protection sociale complémentaire se base sur des planchers qui seront fixés ultérieurement par décret.

Pour le volet santé, la prise en charge minimale se fera sur la base de 50% d'un montant de référence et s'appliquera au plus tard au 1<sup>er</sup> janvier 2026.

Pour le volet prévoyance, la prise en charge minimale se fera sur la base de 20% d'un montant de référence et s'appliquera au plus tard au 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Ces dispositions devront être proposées aux agents contractuels de droit public et de droit privé.

Le conseil municipal prend acte de l'information qui lui est donnée.

Roger CAIZERGUES  
maire